



**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
RAPPORT ANNUEL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹**

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2012

Titre du Programme & Référence du projet

- Titre du Programme: Restauration de l'autorité de l'Etat à l'Est de la RD Congo
- Réf. du Programme (*le cas échéant*):
- Numero de référence du Projet/MPTF Office:³

PBF/COD/E-3 00075962

Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²

(*le cas échéant*)

Pays/Localité : DR CONGO

Secteur/Thème(s) : Restauration de l'autorité de l'Etat

Organisations participantes

- PNUD- UNOPS

Partenaires de mise en œuvre

CAS /MONUSCO ; Gouvernements provinciaux du Nord et Sud Kivu et District de l'Ituri

Budget du Programme (US\$)

Contribution du Fonds:

1500 000 US

Contribution de(s) agence(s):

0 US

Contribution du Gouvernement:

0US

Autres Contributions [donateur(s)]:

0US

TOTAL: 1500 000 US

Durée du Programme (mois)

Durée totale (mois): 36 mois

Date de démarrage⁴ (30/06/2010):

Date de clôture originale⁵ (30/06/2011)

Date de clôture actuelle⁶ (30/06/2013)

Evaluation du Programme

Evaluation – (*à joindre le cas échéant*)

Oui Non Date : dd.mm.yyyy)

Evaluation à mi-parcours – (*à joindre le cas échéant*)

Oui Non Date: _ dd.mm.yyyy):

Soumis par:

- Nom: Serigne Bamba GAYE
- Titre: Conseiller en appui au STAREC
- Organisation participante ("Lead Agency"): UNDP
- Adresse e-mail: serigne.gaye@undp.org

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; les liens avec le PMP (Cadre Global des Résultats Stratégiques du FCP)

³ Le numéro de référence du projet est le même que celui sur le message de notification, aussi appelé "Project ID" sur le [MPTF Office GATEWAY](#).

⁴ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁵ Tel qu'approuvé sur le document de projet originale par l'organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

⁶ Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n'est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l'Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

LISTE DES ACRONYMES

STAREC : Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des conflits armés

ISSSS: International strategy support for stabilization and security

CTC : Comité technique conjoint

CTL : Comité technique local

FARD : Forces armées de la République démocratique du Congo

PNC : Police nationale congolaise

MONUSCO : Mission de Stabilisation des Nations unies au Congo

RDC : République démocratique du CONGO

OCHA: office of coordination of humanitarian affairs

HCR : Haut Commissariat pour le Réfugiés

CAS : Civil Affairs Section

PADDL : Projet de décentralisation et de développement local

RÉSUMÉ

Le projet Restauration de l'autorité de l'Etat à l'Est de la RD Congo couvre 6 axes, Nord Kivu (Rutshuru – Ishasha, Sake – Masisi Centre et Walikale), Sud Kivu (Bukavu – Hombo, Bukavu – Shabunda et Fizi – Minembwe) et Orientale (Bunia – Boga).

Au cours de l'année 2012, le projet a mené plusieurs réalisations, parmi lesquelles on peut citer :

- L'enregistrement des faits d'état civil fortement amélioré avec 21 registres d'état civil distribués dans les territoires de Walungu et Shabunda . Grace à ces registres ces territoires vont disposer de statistiques fiables en matière de faits d'état civil : mariages, décès, naissances et délivrer des actes aux populations conformes aux lois et règlements du pays ;
- La mobilité des responsables administratifs améliorée dans les 6 axes au Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri grâce à une dotation de 20 motos. Ces moyens de locomotion permettent aux responsables de se déplacer plus aisément afin de mieux administrer les territoires sous leur compétence et surtout de recueillir les faits d'état civil ;
- L'adoption de 5 curricula de formation par le Comité de Pilotage pour assurer la pérennité des acquis en matière de formation et surtout favoriser l'appropriation nationale. Grace à ces outils de formation, les résultats du projet peuvent être dupliques partout en RDC ; Plusieurs agents de l'État pourront recevoir des formations adaptées aux réalités locales dans les domaines de la décentralisation, des finances publiques, de la planification et de la gestion d'ouvrages et affaires coutumières ;
- La construction et l'équipement d'un bâtiment à Biruwe dans le Walikalé pour renforcer l'administration minière pour une meilleure traçabilité des minerais exploités dans cette zone.

Le présent rapport dresse également un tableau exhaustif des résultats atteints, ainsi que des défis et leçons apprises durant l'année 2012

I. OBJECTIFS

Objectif général

L'objectif général du projet est de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et au renforcement des capacités des administrations locales, déployées dans les zones qui passent sous le contrôle des FARDC, afin qu'elles soient en mesure de délivrer des services administratifs et sociaux de base aux populations dans des conditions de travail acceptables et de favoriser la réconciliation communautaire.

Objectifs spécifiques

- Renforcer la présence de l'Etat dans les 6 axes prioritaires ciblés et les zones minières à travers la réhabilitation/construction et l'équipement des infrastructures administratives ainsi que le déploiement des autorités locales et agents de services public reconnu : **en 2012 l'administration a été déployée sur 22 zones ;**
- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles de 500 fonctionnaires et agents des administrations locales déployées dans ces 6 axes prioritaires cibles, et les zones minières
En
 - Améliorant les conditions de travail des fonctionnaires (réhabilitation/construction/ équipement de base des bâtiments administratifs) et la restauration de la présence de l'administration locale dans les 2 zones minières en appui aux 2 centres de négoce financés par le PBF en complément aux activités de réhabilitation des 20 bâtiments administratifs financés dans le cadre du STAREC/ISSSS : **1 bâtiment est construit à Biruwe, 20 motos sont distribués** dans les 6 axes à des responsables administratifs pour assurer leur mobilité et recueillir les faits d'état civil ;
 - Renforçant les capacités techniques et opérationnelles des administrations locales déployées dans les zones qui passent sous le contrôle des FARDC et les zones minières par des formations de base et spécifiques et l'appui conseil aux services du Plan, des Finances, des Affaires Intérieures y compris celui de l'Etat civil et de la population : **431 de l'administration publique déployés ont reçu une formation de base et 192 des formation spécialisées et 11 experts ont apporté un appui conseil aux ETD situées dans les 6 axes ;**
 - Sensibilisant la population et les agents publics dans les entités retenues pour un déploiement effectif et accepté : **9087 personnes ont sensibilisées sur les 6 axes au lieu de 7500 prévues au départ ;**

II. RESULTATS

Les résultats obtenus en 2012 se déclinent en termes d'effets et de produits.

En ce qui concerne les effets directs

La consolidation des résultats de 2011 et ceux obtenus de 2012 ont permis de contribuer à des changements notoires en matière de restauration de l'autorité de l'Etat à l'Est de la RDC. En effet, on note une amélioration très sensible des conditions de travail des agents de l'administration publique dans les 6 axes et une plus grande estime de soi des fonctionnaires formés par le projet, qui travaillent dans de meilleures conditions : bureaux neufs équipés notamment en matériel informatique. Les populations commencent à recevoir des services de base de la part des administrations locales, comme c'est le cas à Walungu en matière d'état civil. L'appui-conseil et les formations dispensées ont permis de renforcer les capacités de gestion et de planification des Entités territoriales décentralisées comme à Buisha qui a produit pour la première fois un budget participatif conformes à la nomenclature financières et aux lois et règlements en vigueur dans le pays.

Au niveau des **produits**, les résultats, suivants ont été atteints :

Produit 1 : la présence de l'Etat est effective dans 22 zones stabilisation prioritaires

Le déploiement de l'administration civile dans 22 zones prioritaires dans le Nord et Sud Kivu et dans le district de l'Ituri a été effectif, mais il a connu un coup d'arrêt dans le territoire du Rutchuru, occupé en partie par le M23 depuis Juillet 2012 et qui a établi une administration parallèle dans les localités qu'il contrôlé. Cette situation constitue un net recul et ne favorise pas une consolidation des résultats acquis en termes de formation et d'appui-conseil.

Produit 2 : Réhabilitation et équipement de base de 2 bâtiments dans les zones minières à

Bâtiment de Biruwe : Les travaux de construction sont achevés à 100% et le bâtiment est remis aux autorités le 18/12/2012.

Bâtiment d'Itebero : Suite au problème d'insécurité dans la région sud de Walikalé et à la défaillance de l'entreprise chargée de construire le bâtiment d'Itebero, les travaux ont été arrêtés. Face à cette situation, L'UNOPS a engagé des discussions avec l'entreprise dans le but d'étudier les différentes options pour achever les travaux. Si la situation actuelle perdure, l'UNOPS se verra dans l'obligation de résilier le contrat avec l'entreprise et d'engager une autre structure pour achever les travaux. A cet effet, certaines entreprises parmi lesquelles Caritas ont effectué une mission sur le chantier afin d'évaluer le pourcentage des travaux réalisés et de faire des estimations par rapport au travail restant. A la suite de cette évaluation, l'option la plus réaliste sera choisie. C'est la raison pour laquelle l'UNOPS a demandé une prolongation de 6 mois pour achever les travaux de construction du bâtiment d'Itébéro.

Ce résultat est partiellement atteint avec un taux de 50

Produit 3 : Formation des agents de l'administration publique

Avec la formation qui s'est déroulée à Saké au mois de mars, au total, 431 agents ont participé à la formation de base, 194 ont reçu une formation spécialisée dans un des domaines suivants : finances publiques locales, formation pour chefs coutumiers, planification locale et gestion d'ouvrage, formation de formateurs. Ces formations ont contribué à renforcer les capacités des agents de l'administration publique et des services comme ceux des régies financières, de la planification, de l'état civil et des affaires coutumières. 55 chefs de secteurs ou de chefferie ont vu leurs compétences renforcées en matière de police judiciaire, d'état civil et en planification provinciale.

Produit 4 Appui-conseil à 3 services administratifs.

L'immersion des experts auprès des services administratifs a pris fin à la mi-janvier. Rappelons que l'appui-conseil vient compléter les formations reçues qui avaient pour cibles, les agents. Il a pour but de renforcer les services afin de leur permettre d'améliorer leurs prestations auprès des populations. 12 experts ont été immergés sur les 18 prévus dans 3 services : planification, finances, état civil et affaires coutumières. Ces experts avec chacun une feuille de route ont appuyé ces 3 services administratifs dans les 6 axes à mieux rendre des services de base aux populations. 2 experts en Ituri : 1 en finances locales, 1 en appui à l'état civil ; Sud Kivu : 1 expert en finances locales : 2 experts en appui à l'état civil, 3 experts en planification local ; Nord Kivu : 2 experts en finances locales et 2 experts en appui à l'état civil. Ces experts étaient itinérants, ils se déplaçaient en fonction des besoins exprimés par les services dans les secteurs et chefferies. L'appui-conseil a produit plusieurs résultats, parmi lesquels, on peut citer : en matière d'élaboration de budget dans la chefferie de Buisha, grâce à l'appui de l'expert, les services concernés ont acquis des connaissances techniques d'élaboration et des outils de programmation. Mieux pour la première fois, le budget de la chefferie respecte les dispositions juridiques et réglementaires en la matière. En plus, le budget était participatif comme le recommande la loi.

Produit 5 : sensibilisation des populations des zones de stabilisations prioritaires aux missions de l'administration dans un contexte post conflit

Ce produit est terminé depuis 2011 CAS/MONUSCO, appuyé par le PNUD a sensibilisé 9087 personnes sur 7500 prévues.

Ces sensibilisations ont été appuyées par les autorités locales et provinciales. Les populations ciblées ont apprécié ces activités et ont demandé la multiplication des sensibilisations en vue de les aider à mieux comprendre le rôle des

services administratifs dans leurs localités encore mal connu au dire des administrés eux-mêmes. Des émissions radio ont été également produites et diffusées sur des radios locales et radio Okapi, de même, des affiches ont été produites et distribuées. Des groupes théâtraux ont aussi accompagné les séances de sensibilisation au Sud Kivu.

Défis et leçons apprises

Le projet a été confronté à plusieurs défis parmi lesquels, on peut citer celui de la sécurité avec l'occupation de la chefferie de Buihsa et de plusieurs localités dans le territoire du Rutchru par le M23, ainsi les attaques ponctuelles de groupes MAI-MAI des FDLR dans le Walikalé. Cette situation a compromis le processus d'appropriation des résultats par les bénéficiaires dans ce territoire. Ce risque sécuritaire identifié dans le prodoc comme le non démantèlement des groupes armés et la volatilité de l'environnement politique et sécuritaire persiste encore et constitue une tendance lourde qui va perturber la mise en œuvre d'activités en matière de stabilisation à l'Est de la RDC notamment au Nord et au Sud Kivu.

En matière de leçons apprises, on a noté une relation de cause à effet entre la situation sécuritaire et la durabilité des résultats. La détérioration de la situation sécuritaire remet en question la durabilité du projet. La relative accalmie à Walungu a permis à ce territoire de faire des progrès en matière d'enregistrements des faits d'état civil alors qu'à Buihsa, l'occupation de cette chefferie par le M23 n'a pas permis de renforcer les acquis importants en matière d'appui-conseil ;

ii) Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance:

En utilisant le **Cadre de Résultats du Document de Projet/PTA**– veuillez faire le point sur la réalisation des indicateurs au niveau des effets, résultats et produits dans le tableau ci-dessous. Lorsqu'il n'a pas été possible de recueillir des données sur les indicateurs, expliquer le pourquoi, ainsi que donner des détails sur comment et quand ces données seront recueillies.

	Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification
Effet direct 1⁷ la présence de l'Etat effective dans 22 localités Indicateur: Indicateur de référence: Indicateur cible:			
Résultat / Produit 1.1 470 agents et 30 autorités formés dans 22 entités retenues Indicateur 1.1.1 Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible: 470 agents et 30 autorités locales	431 agents formés et Autorités locales	Les listes des agents à former n'étaient pas complètes	Rapports ateliers organisés, liste des agents à déployer
Résultats / Produit 1.2 Les services administratifs du Plan, des Finances du ministère provincial de l'Intérieur y compris celui de l'état civil et population sont opérationnels Indicateur 1.2.1 Indicateur de référence: néant Indicateur cible: 3	3		Rapport experts
Effets directs 2 : Réhabilitation ou construction de 2 bâtiments administratifs dans 2 zones minières			
Résultat / Produit 2.1 2 bâtiments administratifs et équipés remis aux autorités dans les zones minières appuyées par le		Situation sécuritaire instable, zone d'accès difficile et problèmes avec l'entreprise	Rapports de livraison

⁷ Note: Les effets, résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tels qu'ils apparaissent sur le document du projet/Plan Prioritaire ou PMP** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc.

projet Indicateur 2.1.1 Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible: 2	1		
Effets directs 3 : 500 agents de l'administration sont formés en formation de base et en formations techniques			
Résultat / Produit 3.1 1 500 agents et chefs coutumiers à déployer dans les 22 entités retenues ayant pris part aux sessions de formation organisées Indicateur 3.1.1 Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible: 470 agents et 30 chefs coutumiers	431 agents et 55 chefs coutumiers	Pour les agents les listes n'étaient pas complètes	Rapports ateliers organisés, liste des agents à déployer.
Résultat/Produit 3.1.2 11 sessions de formation organisées Indicateur 3.1.2 Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible: 11	12		Rapports ateliers organisés
Résultat/Produit 3.1.3 Au moins 80% des agents sélectionnés et formés ayant obtenu 70% au test d'évaluation post formation Indicateur 3.1.3 Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible: 80	90		Résultats des tests de niveau
Effets directs 4 : Les populations des zones ciblées sont sensibilisées sur le rôle et la mission de l'administration			
Résultat/Produit 4.1.1 7500 personnes sensibilisées directement sur le rôle et la mission de l'administration dans 22 entités		CAS /MONUSCO a étendu cette activité dans plusieurs localités	Suivi rapports projet

Indicateur: Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible : 7500	9087		
Résultat/Produit 4.1.2 Nombre d'outils de communication (par type) édités et distribués sur le rôle et la mission de l'administration Indicateur: Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible : 1	3	La demande était forte et surtout les services avaient besoin de documents de travail en planification	Documents physiques
Résultat/Produit 4.1.3 Au moins 25 émissions radio réalisées sur le rôle la mission et la mission de l'administration Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible : 25	11	Problèmes de disponibilités au niveau des média	Factures radio
Résultat/Produit 4.1.4 25 ateliers de sensibilisation et 7500 participants Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible : 25 ateliers et 7500 participants	25 ateliers et 9087 participants		Rapports ateliers
Effets directs 5 : 3 services administratifs de base délivrent des services de base aux populations et 18 experts sont immergés sans les 6 axes			
Résultat/Produit 5.1.1 3 services administratifs délivrent des services de base aux populations Indicateur: Indicateur de référence: pas études de référence Indicateur cible: 3	3		Rapports mensuels experts

<p>Résultat/Produit 5.1.2 18 experts sont immergés dans les 6 axes</p> <p>Indicateur: Indicateur de référence: pas d'étude de référence Indicateur cible : 18</p>	<p>12</p>	<p>Problèmes sécuritaires empêchent de déployer experts dans certaines localités</p>	<p>Rapports mensuels des experts</p>
---	-----------	--	--------------------------------------

Illustration narrative

Voici quelques perceptions recueillies auprès de participants à un atelier de formation du projet à Sake en mars 2012 et qui illustrent bien les changements engendrés par le projet



Judith Mdoole, 37 ans et mère de cinq enfants, est la vice-présidente du Comité Local Permanent de Conciliation (CLPC) de Kamuronza dans le Nord-Kivu. « Cette formation sur la décentralisation est très intéressante. Cela va m'aider à mieux assurer mon travail vis-à-vis de la population. Par exemple avant, je ne connaissais pas la signification du mot 'décentralisation', alors qu'à présent, je sais qu'on parle d'un transfert de compétences, de responsabilité du centre vers la périphérie. J'attends particulièrement le module sur les conflits fonciers, car nous avons trois grandes sections au sein du CLPC : la prévention et gestion des conflits, l'humanitaire et la sécurité »



« Je suis très contente d'avoir participé à cette formation. Jamais je n'imaginai que j'en apprendrais sur la décentralisation à 52 ans ». Charlotte Kursumu Muongo, mère de sept enfants, travaille dans le Comité Local Permanent de Conciliation (CLPC) de Kamuronza dans le Nord-Kivu. « Dorénavant, je saurai comment rédiger correctement un rapport, comment se comporter dans les tribunaux des bureaux de chefferie,... Je n'ai pas été à l'école, donc ces formations me permettent de renforcer mes connaissances. Tout cela est très positif, y compris pour les relations de travail au bureau »



Egide Ruberangiza Ngongo, chef de bureau du domaine fonciers à la CIRCO de Masisi-Walikalé dans le Nord-Kivu, 48 ans, a trois enfants. « Ce séminaire est d'une importance capitale. J'ai appris que l'administration est apolitique et doit demeurer impartiale face aux différents conflits qui lui sont présentés. Or l'administration, nous sommes le socle de développement. C'est en quittant l'ignorance, en comprenant la loi, en la vulgarisant à la population que nous retrouverons la paix. J'ai tout laissé pour suivre cette formation et je n'ai pas perdu mon temps »



« Je suis ravi par cette formation. Il faudrait qu'elles continuent à nous donner des connaissances concernant les contentieux. C'est la première fois que je suis une formation et cela va m'aider dans mon métier, par exemple en ce qui concerne la gestion des conflits fonciers ». Jean-Noël Magnat Rumbomboza a 28 ans et est le chef de bureau faisant fonction des contentieux aux affaires foncières du secteur de Masisi-Walikale dans le Nord-Kivu. « Même si j'ai été à l'école nationale du cadastre, j'avais des lacunes. Je compte organiser une séance de restitution à mes collègues qui n'ont pas pu venir ».

III. Modalités de suivi

Le comité de pilotage s'est réuni à Kinshasa le 7 février 2012 pour examiner le rapport annuel 2011 du projet. Le dit rapport a été adopté avec les félicitations du ministère de l'Intérieur, qui compte utiliser les curricula de formation développés par le projet pour former ses propres agents à travers la RD Congo. Il a en outre validé le rapport de mission au Sud Kivu sur les réalisations du projet. Cette rencontre a vu la participation du PNUD, de l'UNOPS, de CAS/MONUSCO et des représentants des ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet.

IV. Révisions programmatiques (le cas échéant)

Le projet a été prolongé jusqu'en juin 2013 suite à une requête de l'UNOPS pour terminer les travaux de construction du bâtiment de Biruwe. Devant l'impossibilité de réunir le comité technique de suivi du Nord Kivu (Goma était sous occupation du M23), l'Unité d'Appui à la stabilisation a marqué son accord pour une telle prolongation.

IV. Ressources (Optionnel)

Fonds engagés du budget total alloué⁸	US 770 177 PNUD USD 657,790.77 UNOPS	% de fonds engagés / budget total alloué:	95,19%
Fonds dépensés⁹ du budget total alloué:	US 763 778.77 USD 483,746.97	% de fonds dépensés / budget total alloué:	83, 3%

⁸ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements.